n°41
MAI 2018

générations FUTURES

TRIMESTRIEL D'INFORMATIONS

RIVERAINS VICTIMES DES PESTICIDES, L'URGENCE

Point sur les nouvelles enquêtes publiées, notre nouvelle brochure, nos actions en cours et à venir.

Dossier à lire en p. 6

SOMMAIRE

P. 4

ACTUALITÉS

PROJET DE LOI EGA: À QUAND UN TEXTE À LA HAUTEUR DES ATTENTES CITOYENNES ?

Pesticides préoccupants, pollution des eaux, protection des riverains : pour nos ONG, le compte n'y est pas

P. 5

DES RÉSIDUS DE PESTICIDES DANS NOS ASSIETTES

ALERTE SUR LES FONGICIDES SDHI

P. 11

JOURNAL DES RELAIS

L'ALIMENTATION EN ACTION

P. 6

DOSSIER

RIVERAINS VICTIMES DES PESTICIDES, L'URGENCE

Au moment de la reprise des épandages, Générations futures réaffirme ses préoccupations pour les riverains exposés

P. 8

TÉMOIGNAGE

PLAN PESTICIDES : UN PLAN SANS RÉELLE AMBITION

P. 12

AGENDA

HOMMAGE À NICOLAS GY

P. 9

ALTERNATIVES

SPAP 2018 : UN BILAN PROMETTEUR

Événements, partenaires et organisateurs toujours plus nombreux pour faire vivre la SPAP

P. 10

CONCOURS DE FRESQUES ET DE COURTS-MÉTRAGES : FÉLICITATIONS AUX CLASSES GAGNANTES

À BREST, LE DÉFI FAMILLES À ALIMENTATION POSITIVE SE POURSUIT : PORTRAIT

Mai 2018/N°41. Bulletin d'information de Générations Futures, 179 rue La Fayette, 75010 Paris.

· **Directrice de la publication :** Maria Pelletier • **Rédacteur en chef :** François Veillerette • **Coordinatrice de ce numéro :** Nadine Lauverjat • **Articles :** François Veillerette, Nadine Lauverjat, Yohann Garcia, Paloma Dwidar • **Conception graphique et mise en page :** Yohann Garcia • **Relecture :** Pascale Laillier, Roselyne Sérac • **Crédits photo :** Juliane Liebermann (couverture, p. 2, p. 6), Lukas Budimaier (p. 2, p. 4), Pixabay CC License (p. 2), Solenn Marel (p. 5), Europresse/Libération (p. 5), Judith Louyot (p. 9), Jean-Paul Briotet (p. 9), Isabelle Paret (p. 9), Fabienne Castelain (p. 9), École de Belcaire (p. 10), École Lépold Granoux (p. 10), IME Hénin-Baumont (p. 10), famille de l'atelier nutrition (p. 10), Joël Garnier (p. 11), Isadora Bellis (p. 11), Michèle Moileron (p. 12).

IMPRIM'VERT®

L'ÉDITO

CHÈRES LECTRICES,
CHERS LECTEURS,

L'année 2018 a commencé très fort pour Générations Futures. Si 2017 s'est achevée sur le vote pour l'homologation du glyphosate, la clôture des États généraux de l'alimentation (EGA) ou encore l'adoption de la définition des perturbateurs endocriniens, nous savions que cette nouvelle année allait elle aussi être dense en actualités et pour ces quatre premiers mois, nous n'avons pas été déçus.
Dès le premier trimestre, notre association a dû fortement s'impliquer dans l'agenda législatif et politique.

En effet, les **États généraux de l'alimentation** ont débouché sur un projet de loi débattu au sein de l'Assemblée nationale dès le mois de mars et qui doit être adopté avant fin juin. La première version de cette loi qui nous a été proposée en début d'année demeure bien en deçà des espoirs que nos organisations portent sur ce dossier. C'est pourquoi, très rapidement notre association a travaillé de concert avec les organisations de la Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire et proposé de **nombreux amendements** dont certains ont été déposés, votés et d'autres rejetés.

Parallèlement à cette loi, notre association participe, en ce moment même, aux **groupes de travail mis en place par le nouveau gouvernement dans le cadre de la future Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens**. Là aussi, la vigilance reste de mise car les lobbies sont très présents et actifs sur ce dossier.

De même, Générations Futures a tenté vigoureusement d'améliorer le futur «plan pesticides» dont les ambitions restent insuffisantes. Comme pour la loi EGA, **les faiblesses de ce plan sont criantes** et il va falloir continuer à batailler ferme pour espérer un véritable changement de système engendrant une meilleure protection des populations et de l'environnement. Or comme vous le savez, il y a urgence ! De trop nombreux voyants sont au rouge ! Les **pertes en biodiversité sont massives,** tout particulièrement chez les pollinisateurs et les oiseaux. Une récente étude s'en est fait l'écho, démontrant que ces animaux, si précieux, sont les premières victimes de ce modèle agricole intensif et non durable. De même, chaque jour, de nouvelles études sur l'impact sanitaire de ces molécules viennent renforcer notre détermination à agir pour les générations futures.

Outre la politique nationale bien faible au regard des enjeux auxquels nous devons faire face, d'autres menaces doivent nous mobiliser. Il s'agit bien sûr des **futurs accords commerciaux de libre-échange** actuellement en négociation entre l'Union européenne et l'Amérique du Nord (CETA/Mercosur) qui pourraient avoir des conséquences dramatiques et affaiblir grandement les réglementations européennes en vigueur ou encore la **loi sur le secret des affaires** actuellement en discussion au Sénat, dont le contenu, très inquiétant pour nos organisations, remettrait en cause le droit des citoyens à l'information. Comme vous pouvez le lire, notre association se bat sur plusieurs fronts. Plus que jamais, nous avons besoin de vous savoir à nos côtés pour relever ces défis, et œuvrer ensemble à la construction d'un avenir meilleur pour nos enfants.

FRANÇOIS VEILLERETTE,
DIRECTEUR DE GÉNÉRATIONS FUTURES

ACTUALITÉS

PROJET DE LOI EGA: À QUAND UN TEXTE À LA HAUTEUR DES ATTENTES CITOYENNES ?

La loi issue des états généraux de l'alimentation a été discutée en commission du développement durable puis en commission des affaires économiques entre le 18 et le 21 avril avant d'être votée en plénière du 22 au 25 mai.

Les organisations de la Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire, regroupant de nombreuses associations nationales dont Générations Futures, ont rappelé aux députés, avant les discussions en commission des affaires économiques, la nécessité de maintenir certaines avancées obtenues en commission du développement durable et d'aller plus loin pour renforcer la transition alimentaire de notre société et soutenir la transition de l'agriculture vers un modèle réellement durable.

POINT SUR LES AMENDEMENTS PORTÉS

Les députés de la commission du développement durable (COM DD) avaient en effet adopté des amendements intéressants pour ne citer que l'objectif de 50 % de produits durables et d'au moins 20 % de produits bio en restauration collective ; l'application de l'interdiction des néonicotinoïdes à toutes les molécules de cette famille de pesticides tueurs d'abeilles à l'inclusion du fameux sulfoxaflor ; l'interdiction du glyphosate en 2021 grâce à la députée Delphine Batho ou encore l'objectif pour l'État de ne pas participer, à travers ses achats, à la déforestation dans le monde, anticipant ainsi sur la très prochaine Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI). Certes pour Générations Futures, l'objectif de bio devrait être plus ambitieux, mais il est important de rappeler que dans sa version initiale, le texte n'affichait aucun objectif chiffré. Après ce premier vote et alors que 2000 amendements ont été déposés en commission des affaires économiques (COM AE), nos organisations ont déploré qu'un ensemble de sujets clés pour les Français ne soient toujours pas à l'ordre du jour de la future loi et que certains amendements adoptés en COM DD soient rejetés en COM AE dont celui sur le glyphosate. De même, certains amendements scandaleux ont été adoptés comme celui du retour aux épandages par pulvérisation aérienne. En outre, l'absence de réelle protection et d'information des consommateurs sur les risques sanitaires liés à une exposition aux substances chimiques nocives incarne particulièrement cette déconnexion entre les demandes des citoyens et la proposition politique mise au débat. Durant cette période de négociation entre ces différentes commissions et avant le passage en assemblée plénière de la loi fin mai, Générations Futures n'a eu de cesse de porter — et portera encore — ces propositions d'amendements à la connaissance des différents partis lors de rencontres et d'échanges avec bon nombre d'élu.e.s. Nous avons aussi invité les citoyens à interpeller leurs responsables politiques au travers de notre outil d'interpellation par le biais du réseau social Twitter et ce travail a porté ses fruits en partie puisque des élus de tout bord (hormis les élus LR et FN), des élus de la France insoumise, du Parti socialiste ou encore de la République en marche ont porté et déposé un certain nombre de nos amendements avant les débats, tels que la mise en place de zones sans traitement de pesticides de synthèse à proximité de toutes les habitations, l'élaboration d'une limite maximale en résidus pour les pesticides présents dans les aliments, la protection des captages d'eau contre la pollution liée aux pesticides ou encore la transparence en matière d'utilisation des pesticides afin que ces données soient accessibles au grand public.

EN SAVOIR PLUS SUR CE PROJET DE LOI :

Notre article et le cahier complet de nos amendements : http://vu.fr/w00

DES RÉSIDUS DE PESTICIDES DANS NOS ASSIETTES

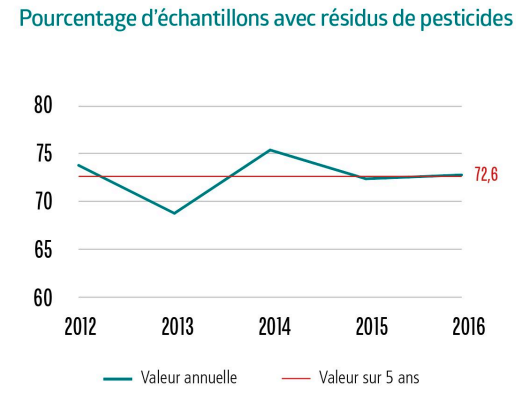


Figure 1. Valeurs en pourcentage pour les fruits.

Lecture : Entre 2012 et 2016, 72,6 % des fruits examinés contiennent des résidus de pesticides.

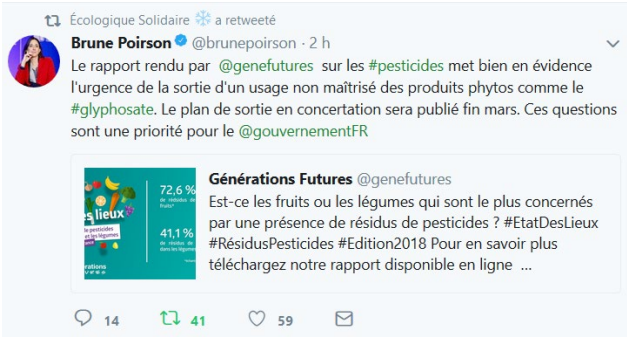


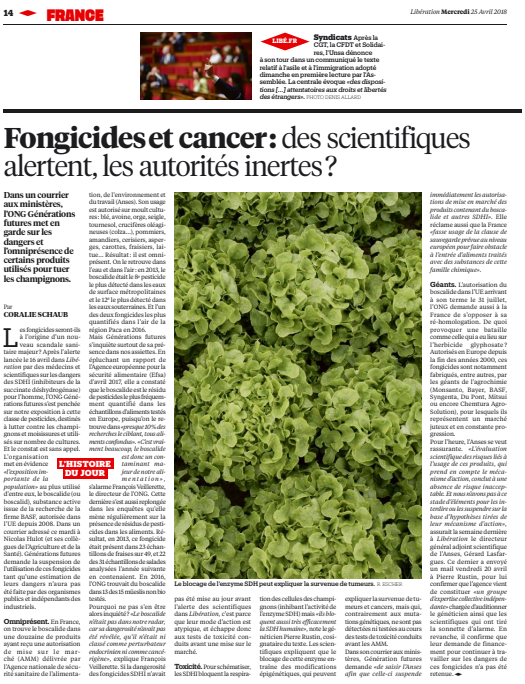
Figure 3. Le tweet de la secrétaire d'État à l'environnement après la publication de notre rapport.

FIN FÉVRIER, NOTRE ASSOCIATION A RENDU PUBLIC UN RAPPORT INÉDIT SUR LA PRÉSENCE DES RÉSIDUS DE PESTICIDES MESURÉS DANS DES FRUITS ET LÉGUMES NON BIO CONSOMMÉS EN FRANCE.

Ce rapport a été élaboré sur la base de données officielles de la direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF). L'analyse de ces données nous a permis de réaliser un classement des principaux fruits et légumes en fonction du taux de résidus de pesticides mesurés et un classement en fonction du taux de dépassement des limites maximales en résidus (LMR), de 2012 à 2016. En tout, 19 fruits et 33 légumes ont pu être étudiés. La publication de ce rapport a suscité de nombreuses réactions. L'interprofession des fruits et légumes (Interfel) a ainsi communiqué quelques jours après en achetant de la publicité dans plusieurs pages de quotidiens nationaux! La secrétaire d'État à l'environnement Brune Poirson a quant à elle salué notre travail sur Twitter, tandis que la presse a largement repris les résultats présentés.

ALERTE AUX FONGICIDES SDHI

Le journal *Libération* a publié le 16 avril dernier une tribune de chercheurs de l'INSERM du CNRS et de l'INRA alertant sur la dangerosité d'une classe de fongicides appelés SDHI (inhibiteurs de succinate deshydrogénase). Ces fongicides impactent la respiration cellulaire des champignons visés, certes, mais aussi des autres êtres vivants et de l'homme. Pour les chercheurs, pas de doutes : ils peuvent être à l'origine de cancers! Alertée, Générations Futures a aussitôt remarqué que la principale molécule de cette catégorie, le boscalide, était le résidu de pesticides le plus fréquemment retrouvé dans les aliments en Europe. Nous avons aussitôt alerté sur ce fait, confirmé par nos propres analyses de certains aliments et notre alerte a été reprise par la presse. Nous avons demandé aux ministères concernés une suspension des autorisations des produits contenant des SDHi et un engagement à ne pas soutenir la réhomologation du boscalide, qui arrive à terme en juillet 2018!


14 FRANCE Libération Mercredi 25 Avril 2018

LIBE.FR **Syndicats** Après la CGT, la CFDT et Solidaires, l'Unsa dénonce à son tour dans un communiqué le texte relatif à l'asile et à l'immigration adopté dimanche en première lecture par l'Assemblée. La centrale évoque «lieu dispositions [...] attentatoires aux droits et libertés des étrangers». PHOTO DENIS ALLARD

Fongicides et cancer: des scientifiques alertent, les autorités inertes?

Dans un courrier aux ministères, l'ONG Générations futures met en garde sur les dangers et l'omniprésence de certains produits utilisés pour tuer les champignons.

Par **CORALIE SCHAUB**

L'HISTOIRE DU JOUR

Le blocage de l'enzyme SDH peut expliquer la survenue de tumeurs. P. ESCHER

EN SAVOIR PLUS:

Notre communiqué de presse sur les fongicides SDHi : http://vu.fr/w2N

DOSSIER
RIVERAINS VICTIMES DES PESTICIDES, L'URGENCE

En pleine période des épandages de pesticides, Générations Futures réaffirme sa préoccupation pour les riverains exposés dont les appels ne cessent de s'accentuer. Ces appels coïncident avec le vote de la loi issue des états généraux de l'alimentation et la publication d'un nouveau plan pesticides, deux textes dont nous pointons les carences.

NOUVELLES ÉTUDES

Pourtant il y a urgence à agir. En témoignent deux récentes études très sérieuses parues au mois d'avril. L'une présentée comme une alerte par les chercheurs de l'INSERM, l'INRA et du CNRS qui s'inquiètent de la dangerosité pour l'homme d'une classe de fongicides : les SDHI, largement utilisés en agriculture. La seconde étude parue dans le bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de l'Agence Santé Publique France démontre un risque accru (+10 %) pour les personnes affiliées au régime général (entendez la population générale) de déclarer la maladie de Parkinson quand elles vivent dans un canton fortement viticole par rapport à celles vivant éloignées de ces zones. Ces études démontrent, si cela est encore nécessaire, l'importance de prendre des mesures de protection qui soient réellement efficaces pour les populations exposées et qui nous interrogent régulièrement sur ce sujet ! Pour répondre aux questions et attentes des riverains qui sont exposés aux pesticides, notre association a décidé de mettre

> « Une nouvelle étude démontre un risque accru de 10 % de déclarer la maladie de Parkinson »

à jour une brochure qu'elle avait éditée et publiée il y a de cela quatre ans. Cette brochure, téléchargeable gratuitement sur le site de Générations Futures et bientôt disponible en version papier, a pour objectif d'informer les citoyens, et tout particulièrement les riverains de zones agricoles, des dangers des pesticides, de leurs droits, mais aussi des dispositifs en place pour leur permettre d'agir. Cette brochure n'est qu'un outil, elle ne peut répondre que globalement aux questions habituelles que se posent la plupart de celles et ceux qui vivent dans des zones concernées par des pulvérisations de pesticides. Pour espérer une évolution positive et globale de la situation, il est important ensuite que chacun agisse à son niveau. Ainsi, lorsque vous êtes témoin ou victime d'un épandage de pesticides, que vous constatez des manquements à la loi (notamment un épandage fait alors que le vent est supérieur à force 3 sur l'échelle de Beaufort) ou bien que ces épandages induisent des conséquences immédiates sur votre santé ou celle de vos proches comme des éruptions cutanées, des problèmes oculaires, des vomissements ou des maux de tête, signalez-le immédiatement. En cas de problèmes de santé immédiats, faites vous faire un certificat médical, puis témoignez soit sur notre site dédié : victimes-pesticides.fr soit sur la plateforme mise en place par l'ANSES (vous trouverez toutes les informations et détails dans notre brochure).

ACTIONS EN COURS ET À VENIR

Le travail que nous effectuons de dénonciation de l'impact des pesticides sur la santé, particulièrement des plus vulnérables et donc des populations riveraines, repose bien évidemment sur de l'information, mais aussi sur de l'action. C'est ce qui a motivé le dépôt de trois recours juridiques au Conseil d'État contre l'arrêté du 4 mai 2017 qui encadre l'utilisation des pesticides et qui a remplacé l'arrêté du 12 septembre 2006. Mis en demeure de produire un mémoire avant le 8 mars suite à nos requêtes, les quatre ministres concernés (agriculture, économie, transition écologique et santé) n'ont rien produit. La non-production de mémoire par l'État est fréquente. Elle peut s'expliquer ici par le caractère épineux du dossier pour les différents ministères, alors même que se discute en parallèle la loi Alimentation et agriculture issue des EGA (voir en p. 4). Par rapport aux délais en vigueur pour ce type d'affaires suivies par le Conseil d'État, nous pouvons espérer un délai d'un an environ avant une audience, soit vers la fin de l'année 2018.

L'outil juridique est indispensable dans ce travail de dénonciation, mais il n'est pas suffisant, c'est pourquoi nous avons décidé de nous associer à l'initiative de la Marche vérité et justice pour la santé environnementale, « Les cobayes lancent l'alerte » qui partira le 1er mai de Fos-sur-Mer (près de Marseille) et arrivera le 30 juin à Paris. Cette marche citoyenne regroupe toutes les victimes des polluants chimiques industriels, agricoles (pesticides, OGM, résidus médicamenteux, plastiques, nanomatériaux...) et nucléaires, ainsi que celles victimes des champs électromagnétiques.

repères

2000-2008
Générations Futures recueille des témoignages de victimes et leur prodigue des conseils juridiques

2009
Lancement de la campagne « Victimes des pesticides : votre santé, notre priorité » et d'un 1er site internet

janvier 2010
première rencontre nationale des victimes des pesticides, visible dans le film *Notre poison quotidien* de Marie-Monique Robin

octobre 2010
Plainte contre des pulvérisations aériennes dans le Limousin. Le procès a été gagné en 2014.

mars 2012
Congrès inédit au Sénat organisé par Générations Futures sur le thème « Pesticides et santé »

2013
Enquête APACHe sur l'exposition de salariés viticoles et de riverains de vignes

2016
Lancement d'une carte de France des victimes et d'une coordination nationale

2017
Dépôt de trois recours devant le Conseil d'État pour la réécriture de l'arrêté du 4 mai 2017

TÉMOIGNAGE

Par Monsieur X, riverain résidant en région Pays-de-la-Loire, 20 avril 2018

QUAND VIVRE EN CAMPAGNE AVEC DES ENFANTS EN BAS ÂGE EST DEVENU TRÈS DANGEREUX !

Depuis notre arrivée il y a 4 ans, nous vivons au rythme des épandages de pesticides (herbicides, insecticides, fongicides...) sur des cultures (ray-grass, maïs, blé....) pour nourrir des vaches laitières ! Nos enfants ont rencontré différents problèmes (intestinaux, intolérances alimentaires, problème de peau,...), ce qui engendre des difficultés au quotidien comme la cantine à l'école, les insomnies, etc. Ici, l'agriculture intensive ne respecte rien avec ses épandages de glyphosate et autres produits qui tuent le vivant : ni les riverains qui ne sont pas contactés au momet des épandages, deux heures avant la sortie des enfants pour Halloween en dépit des fortes conditions de vent ni la nature puisque les produits se déversent à proximité directe d'une zone humide NATURA 2000 qui collecte les poisons par le vent ou les eaux de pluie des champs cultivés (argileux et en pente). D'ailleurs cette zone humide saumâtre si particulière est connectée directement à la mer et pose la question de la sécurité alimentaire des activités conchylicoles avec cette pollution et du risque de la pêche à pied pour les touristes ! L'agriculture intensive ne prend pas même en compte le risque d'ingérer des mûres comestibles traitées spécifiquement là aussi en plein après-midi le long des clôtures et des chemins, pas moins qu'elle ne prend en compte les vaches qui entretiennent la zone humide et qui peuvent être au contact direct de l'épandage. Constat environnemental : le chant des amphibiens n'a pas eu lieu l'été dernier dans cette zone humide, il n'y a plus de champignons et le chat du voisin est atteint d'une tumeur sur le museau. Le dialogue avec l'agriculteur a été stérile, sa réponse est centrée sur une réflexion égoïste : « Comment je fais moi s'il y a des maisons partout et des zones protégées autour ? ». Les collectivités peuvent-elles influer pour faire changer ces pratiques afin de protéger l'agriculteur, mais aussi ses habitants et leurs enfants, ses touristes et son image environnementale ?

PLAN PESTICIDES : UN PLAN SANS RÉELLE AMBITION

LE GOUVERNEMENT A PRÉSENTÉ SON PROJET DE FUTUR « PLAN PESTICIDES » LE 18 JANVIER DERNIER, PUIS DANS SA VERSION « FINALE » LE 25 AVRIL APRÈS CONSULTATION PUBLIQUE DES PARTIES PRENANTES.

Devant la faiblesse des propositions initiales, notre association et ses partenaires (dont Greenpeace, FNE, FNH, Amis de la terre, WWF France ou encore UNAF) ont transmis au gouvernement début mars, des propositions pour permettre une réelle amélioration de ce plan.

LA PRESSION CONTINUE

Plus de 15000 personnes ont d'ailleurs soutenu nos principales propositions portant sur l'interdiction rapide de l'usage de tous les pesticides de synthèse les plus préoccupants; la mise en place de zones sans traitement avec pesticides de synthèse dans les 100 mètres de toutes habitations afin de protéger la santé des plus sensibles et particulièrement des femmes enceintes; l'impulsion d'une réforme totale de l'évaluation des pesticides en Europe exigeant que l'ensemble des études scientifiques disponibles et leurs conclusions soient prises en compte; l'augmentation très forte des budgets consacrés à la recherche sur des systèmes de cultures économes en intrants ou encore la réduction de 50% de l'usage des pesticides prévue par Écophyto comme une priorité. Et qu'ont retenu les différents ministères concernés (agriculture, santé, environnement, recherche) de ces propositions portées par la société civile ? Pas grand-chose !

EN SAVOIR PLUS : http://vu.fr/w2W

ALTERNATIVES

SPAP 2018 : UN BILAN PROMETTEUR

Le 30 mars dernier s'est clôturée la 13e édition de la Semaine pour les alternatives aux pesticides (SPAP) qui met à l'honneur les nombreuses et diverses alternatives aux pesticides ainsi que les initiatives citoyennes de chacun pour vivre, consommer et produire mieux.

Cette année, plus d'un millier d'événements, dont bon nombre sur le thème de l'alimentation saine, ont eu lieu en France et dans 14 autres pays pour dénoncer les effets sanitaires et environnementaux des pesticides chimiques de synthèse, mais surtout pour promouvoir les alternatives. Ce sont des conférences, des ciné-débats, des portes ouvertes de fermes, des ateliers jardinage au naturel, des dégustations, spectacles ou expositions... qui ont été organisés par des associations, des citoyens engagés, des professionnels, des entreprises, des collectivités, etc.

ÉVÉNEMENTS LOCAUX ET NATIONAUX

Si la SPAP est faite d'événements locaux tels que le spectacle d'improvisation « Planté.es » par le collectif de l'Âtre à Mieussy (74) ou bien l'exposition « Ces petits animaux qui aident à jardiner » à la Médiathèque de Melesse (35), la semaine a aussi été marquée par des événements d'ampleur nationale comme la sortie du film de Guillaume Bodin *Zéro Phyto, 100 % Bio*, les concours de fresques et courts-métrages pour les jeunes, ou encore la remise du label « Terre Saine, commune sans pesticides » pour récompenser les collectivités qui vont au-delà de la loi Labbé.

DES ACTIONS PORTEUSES D'ESPOIR

Le nombre, la richesse et la diversité de ces événements, ainsi que leur réception auprès du grand public, témoignent d'une prise de conscience croissante et d'une volonté d'aller plus loin et plus sincèrement dans la transition agricole et plus généralement dans la transition environnementale et sanitaire ! La mission de la SPAP d'information et de promotion des alternatives a d'ailleurs cette année encore bénéficié de nombreuses retombées dans la presse locale et nationale, donnant aux événements une bonne visibilité. Encore un signe que la société civile est prête et demandeuse d'une alimentation et d'un monde de vie plus sain et plus respectueux de l'environnement. Dans un contexte où le projet de loi issu des États généraux de l'alimentation est voté au Parlement, c'est un signe éloquent envoyé à nos décideurs politiques !

LA 13E ÉDITION EN CHIFFRES :

+1 000
événements organisés

85
départements participants

15
pays participants

De gauche à droite, découverte des produits du « Jardin de Véronique » et casse-croûte Bio'Local, conférence sur les perturbateurs endocriniens par Judith, notre médecin relais local à Lille, conférence de l'agronome Marc Dufumier à Lyon, salle comble à Sarras pour la soirée « Pesticides et santé » animée par le relais local de Valence.

CONCOURS SPAP « LA SANTÉ DANS L'ASSIETTE » : FÉLICITATIONS AUX CLASSES GAGNANTES !

Désigner un gagnant pour chacune des catégories fut rude, le vote serré, mais finalement, les grands vainqueurs du concours sont : les maternelles de l'école de Belcaire dans l'Aude (photo 3), les élèves de l'accueil de loisirs « Le repaire des castors » de Bessay-sur-Allier, les élèves CP-CE1 de l'école Léopold Granoux à Saint-Antonin-du-Var (photo 1) ainsi que les élèves de l'IME d'Hénin-Beaumont (photo 2). Comme promis pour célébrer leur victoire, les classes se verront offrir un nichoir à oiseaux par la LPO et un jeu de cartes de la mallette Ludobio ! de Bio Consom'acteurs. Les fresques seront visibles sur le site de la SPAP. Félicitations à tous !

Par ailleurs, nous avons été agréablement surpris de la qualité de tous les courts-métrages qui nous ont été soumis. Chacun a su, à sa manière, façonner son univers bien particulier tout en suivant le thème de l'alimentation saine, pour un résultat toujours original et fascinant ! Nos félicitations aux terminales L du lycée Dumont d'Urville de Toulon, aux élèves de 6e et 5e du collège Jean Moulin à Saint-Nazaire ainsi qu'aux élèves du centre de loisirs de Flayosc !

FAMILLES À ALIMENTATION POSITIVE : PORTRAIT ET NOUVELLES DU DÉFI

À BREST, LE DÉFI DES FAMILLES PARTICIPANTES SE POURSUIT. ATELIERS, COURS DE CUISINE, JARDINAGE AU NATUREL… NOTRE ÉQUIPE EST MOTIVÉE ! L'OCCASION DE PRÉSENTER PHILIPPE ET SA FAMILLE.

Philippe travaille dans la construction navale, sa femme Stéphanie est adjointe territoriale. Ils sont les parents de trois enfants : Enora qui est en Terminale, Evan, en 3e et le dernier, Quentin, 9 ans. Ce qui a poussé cette famille à entreprendre le défi, c'est avant tout « l'aspect santé » comme nous l'explique Philippe, « *la possibilité d'apprendre à manger plus sain et plus varié, surtout par rapport aux enfants qui sont encore jeunes* ». La motivation est là ! Philippe raconte : « *on est vraiment convaincus des bienfaits du bio par rapport à la malbouffe, aux produits industriels ou ultra-transformés… on a compris que c'était nocif* ». L'obstacle pour la famille : changer ses habitudes alimentaires : « *quand on fait les courses pour 5, il faut vraiment s'impliquer. Ça demande un effort de temps : changer de magasin, les produits qu'on achète ou la façon de cuisiner. […] On a un peu de mal à changer nos habitudes, on n'est pas encore allés en magasin bio par exemple, pourtant il y a une Biocoop pas loin. Mais on mange peut-être un peu plus de légumes […] ma femme me dit qu'elle achète plus de produits bio quand même, et elle a téléchargé une appli, Yuka qui scanne les produits* [selon leur profil nutritionnel, la présence d'additifs et la dimension bio ndrl] *et propose des alternatives* ». Pour aider Philippe et les autres familles du défi à rester motivés et à remplir les objectifs, la Mutuelle Familiale et la Maison de la Bio 29 proposent des ateliers. Philippe et sa famille sont déjà allés au premier consacré à la nutrition, le prochain (29 mai) sera consacré à la cuisine. Philippe conclut : « *on va y aller, c'est un cours de cuisine, ça nous intéresse !* ».

Les familles participent à l'atelier nutrition le 26 mars dernier.

JOURNAL DES RELAIS

L'ALIMENTATION EN ACTION !

Les relais locaux de Générations Futures n'ont pas attendu que le Gouvernement se positionne pour proposer des réflexions et des actions concrètes sur la thématique de l'alimentation.

MONTPELLIER INTERROGE LA RESTAURATION SCOLAIRE

« Quelle cantine pour nos enfants ? » était la thématique de la soirée organisée par le relais local de Montpellier le 27 mars dernier. Élus locaux, nutritionnistes ou encore membres de la société civile, M. Chaulet, M. Lignon, M. Chevalier, Mme Fourcade, Mme Berger, et Mme Ader du Collectif Cantine de Montpellier ont pu débattre du sujet tout au long de la soirée et échanger avec le public venu nombreux assister à cette table ronde. Le Dr Chevalier a tout de suite mis les pieds dans le plat : si des progrès ont été réalisés dans les cantines ces quinze dernières années (qualité des produits, équilibre alimentaire, prise de conscience des élus…) d'autres restent à accomplir. Les déficits d'apports au niveau national sont criants : un enfant sur deux a un apport insuffisant en vitamine C. Delphine Ader soulève une autre problématique : l'inquiétude des parents sur ce qu'il se passe dans les cantines tandis qu'Édouard Chaulet, maire de Barjac, rappelle que le développement du bio est un combat quotidien et qu'il relève avant tout du volontarisme politique. Même si l'enjeu est de taille, il y a de l'espoir à Montpellier qui entend relever le pari du bio et local dans les années à venir, dans une région figurant parmi les plus productives de France dans la filière.

À VALENCE, LA COMPAGNIE ZYGOMATIC A JOUÉ SON SPECTACLE « MANGER »

Le 18 mars dernier, le relais local de Valence a eu le plaisir de recevoir la compagnie, en guise d'ouverture de la 13e Semaine pour les alternatives aux pesticides. Jouée au festival d'Avignon où elle a été élue « coup de cœur » en 2014, la pièce aborde le thème de la nourriture avec habileté. En effet, sous forme de réquisitoire burlesque, la pièce traite des absurdités économiques, écologiques et alimentaires de notre monde. Par le pouvoir des mots, les quatre comédiens, acrobates, musiciens ont suggéré une multitude de pistes réflexives à partir d'une interrogation : sommes-nous prêts à tout avaler ? S'il appartient à chacun et chacune de s'approprier cette réflexion et de la méditer, les critiques du public sont unanimement positives. Une très belle réussite pour les membres du groupe local qui se sont fortement impliqués. Bravo à eux et merci !

SUIVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ DES RELAIS LOCAUX :

Sur le site internet de Générations Futures :
http://vu.fr/w1p

HOMAGE À NICOLAS GY

C'est avec beaucoup de tristesse et d'émotion que j'ai appris le décès à l'âge de 58 ans de Nicolas Gy, apiculteur en Haute-Marne, mon département d'origine. Depuis de nombreuses années, son miel bio régalait ma famille. Nicolas avait formulé le souhait que, lors de la cérémonie d'hommage rendue en sa mémoire, une partie de la collecte soit donnée à la recherche contre le cancer et l'autre à notre association dont, comme nous l'écrira sa compagne : « les combats sont en totale cohérence avec les valeurs, les engagements et les actions que menait Nicolas ». Toute l'équipe de Générations Futures a été très touchée par ce geste fort et tient à présenter à la compagne et aux proches de Nicolas sa profonde gratitude et ses plus sincères condoléances.

FV.

AGENDA

1er mai 30 juin

MARCHE

FOS-SUR-MER ET PARTOUT EN FRANCE

Ouverture de la marche des cobayes Vérité et Justice (arrivée à Paris puis passage par Bruxelles les 1er et 2 juillet)

21 mai

CONFÉRENCE

CAMBRAI (RL LILLE)

Conférence sur les perturbateurs endocriniens en présence du médecin Judith Louyot, relais local de Lille

27 mai

VISITE DE FERME

MESSIMY (RL LYON)

Visite de la ferme d'arboriculture bio « Le Bénitier des oiseaux » dans les Côteaux du Lyonnais

31 mai 3 juin

FESTIVAL

BORDEAUX ET ALENTOURS (RL BORDEAUX)

Festival de l'agroécologie « Les AgroFolies »

31 mai

PROJECTION-DÉBAT

PARIS, LA BELLEVILLOISE

Projection du documentaire *Endoc(t)rinement* en présence de la réalisatrice Stéphane Horel

24 juin

CONFÉRENCE

LILLE (RL LILLE)

Conférence : « Passer au bio à budget constant : comment faire ? » dans le cadre du festival de l'Environnement et solidarités

Tous les événements sur notre agenda en ligne : http://vu.fr/ud2

Générations Futures, association loi 1901 sans but lucratif, agréée par le ministère de l'Écologie, est habilitée à éditer des reçus fiscaux. Si vous souhaitez soutenir notre travail de manière régulière, vous pouvez faire un don mensuel sur : https://www.generations-futures.fr/agir/faire-un-don/ (site sécurisé) ou bien nous adresser vos coordonnées sur papier libre à l'adresse de nos locaux : 179, rue La Fayette 75010 Paris. **D'avance, merci !**